

## Marche pour l'égalité et contre le racisme : quarante ans après.

Conseil de la Métropole de Lyon  
- 11 et 12 septembre 2023 -

Le 15 octobre 1983, dans la continuité de la mobilisation initiée dans le quartier par un collectif des Minguettes à Vénissieux, partait de Marseille, un petit groupe de marcheurs. Les marcheurs protestaient contre les crimes racistes que les années 80 ont vu se multiplier. Cette marche réunira plus de 100 000 personnes place de la République à Paris le 3 décembre 1983. En quelques semaines, ce mouvement pacifiste en demande de mesures politiques concrètes, aura fait des quartiers populaires une question publique, et fait réagir l'État. Ce mouvement a rencontré un large écho autour de mots d'ordres simples pour l'égalité et contre le racisme. Il a poussé à transformer la politique de la ville naissante, poussé à la création de son ministère, des contrats de ville ou encore du renouvellement urbain.

40 ans après la marche, la mort de Nahel tué le 27 juin dernier a remis au centre du débat la situation des quartiers populaires. Les inégalités d'accès aux droits dont ils sont victimes, les fractures qui divisent la société et l'échec des politiques de répression à retisser les liens entre les habitants et les institutions sont des enjeux pour toute la société.

"L'urgence d'agir" a d'ailleurs été rappelée par le défenseur des droits, dans son rapport de 2020 ; pointant le fait que " les discriminations restent massives". Aujourd'hui, notre pays compte 1400 quartiers politique de la ville (QPV) qui représentent 8% de la population. Jamais les crédits alloués à la politique de la ville n'auront dépassé les 1% du budget de l'État sur un an. Ce budget est insuffisant pour compenser l'inégale allocation des budgets des autres politiques publiques (éducation, emploi, santé, sécurité, etc.) dans ces quartiers qui cumulent toutes les difficultés sociales. C'est un paradoxe : les QPV sont les plus pauvres de notre pays et demeurent ceux qui perçoivent le moins de financements.

Notre territoire métropolitain n'y échappe pas : le taux de pauvreté est 3,3 fois supérieur à la moyenne nationale dans nos quartiers politiques de la ville (QPV). L'écart tend à se creuser davantage dans les QPV situés au sud du territoire. Si la Métropole de Lyon s'engage pleinement dans treize projets de renouvellement urbain, ces investissements nécessaires ne constituent pas une solution magique. Il faut que cela s'accompagne d'un engagement durable de l'État en faveur de l'éducation, de l'emploi et de la qualité de vie en adéquation avec les aspirations des habitants.

C'est ce que nous faisons à notre échelle avec une augmentation de 37% des dépenses pour la politique de la ville (hors renouvellement urbain). C'est aussi ce que nous faisons avec la construction de trois lignes de tramway T6, T9 et T10, la densification des lignes de bus à haut niveau de service pour connecter nos quartiers. Le doublement du budget "Ecorenov" pour la rénovation thermique des bâtiments contribue à mieux-vivre dans tous les quartiers, dont les QPV.

La mise en place et le développement des territoires zéro chômeur longue durée permet de traiter des centaines de situations mais elles sont des milliers. Nous ne pouvons à ce titre que regretter le désengagement de l'État dans son projet de loi de finance 2024 en défaveur d'une politique qui a pourtant fait ses preuves.

La Métropole a souhaité faire vivre une démarche participative pour écouter les habitants des quartiers populaires et les acteurs qui y interviennent dans le cadre d'Assises des quartiers populaires. Entre février et avril 2023, plus de 1 000 participants ont pu interpellier les acteurs publics sur des revendications souvent oubliées ou sous-estimées en matière d'accès aux services publics, de santé, d'alimentation, d'emploi ou encore d'un besoin d'une présence en proximité. Ils demandent que ces considérations soient prises en compte dans les futurs contrats de ville.

Le comité interministériel des villes (CIV) s'est finalement tenu le 24 octobre dernier après quatre reports. Seulement, la réponse du gouvernement n'est pas à la hauteur de l'enjeu. Rien sur la sécurité alimentaire. Pas assez sur l'accès au soin, au sport et à la culture. Pas assez sur l'emploi et les cités éducatives. Pas assez sur une présence de proximité. Les annonces sur la répression avec les forces d'action républicaines ne tiennent pas compte de l'expérience qui démontre l'urgence de faire plus sur la prévention, la sortie de la rue des adolescents en rupture, la reconstruction d'un lien de confiance entre police et population. Enfin une mesure irréaliste dans l'instruction du droit au logement dont on sait déjà que ce dispositif échoue à loger chaque demandeur.

Il est temps de prendre en compte les solutions émanant des acteurs de terrain : plus que l'affirmer il convient de traduire en acte une réelle ambition pour nos quartiers populaires. Le gouvernement doit déployer des moyens humains et financiers à la hauteur des besoins de nos QPV. Nous lui demandons :

- La généralisation des cités éducatives à l'ensemble des QPV
- D'inclure et d'écouter les habitants dans le suivi des futurs contrats de ville
- D'accompagner davantage les acteurs intermédiaires de la médiation
- La mise en place d'un plan national d'action et de lutte contre toutes les discriminations
- De ne pas se désengager du dispositif Territoire Zéro Chômeur Longue Durée
- De prendre des mesures concrètes en faveur du logement et de la sécurité alimentaire
- Le retour d'une police de proximité, des gardiens de la paix avec pour mission la tolérance zéro sur les actes de racisme
- La mise en place du récépissé de contrôle d'identité pour lutter contre le contrôle au faciès
- Instituer le droit de vote des résidents étrangers aux élections locales

En hommage à la marche de 1983 et pour les quartiers populaires et ses habitants, nous confirmons notre volonté de voir aboutir des Contrats de Ville ambitieux, à même de répondre aux besoins des habitants.